Quelle Université en Europe ?

Depuis le 2 Février, la France est le théâtre d'un mouvement inédit de constestation dans les Universités.

- ✓ Manipulation de "gauchistes" pour déstabiliser le gouvernement ?
- ✔ Réflexe corporatiste d'une caste défendant ses acquis ?

Ce dont on ne parle pas beaucoup dans les media:

Une étendue européenne des mouvements universitaires de protestation et les similitudes de leurs revendications : Allemagne, Danemark, Italie, Grèce, Espagne, Belgique,...! (http://www.sauvonslarecherche.fr)

Ce qui est en question et qui concerne tous les citoyens:

La transformation de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en vue de la constitution d'une "Economie de la connaissance au service de la croissance économique" (Stratégie de Lisbonne, 2000).

Ce que l'on vous vend

- >Une harmonisation des niveaux de diplômes Licence-Master-Doctorat (LMD, 2004) et une monnaie commune (les crédits "ECTS").
- > Un appel à de nouveaux modes de financement: mécénat privé,...
- > Investir massivement dans quelques campus européen à vocation internationale

"Une Université conçue comme une Entreprise"

- > Adaptabilité au marché et Evaluation sur des critères de performance: financement des formations sur le critère de l'insertion professionnelle immédiate, de la recherche sur la seule valorisation.
- > Pour plus d'efficacité, introduire une gestion managériale: une direction puissante, mettre en concurence les personnels, primes d'intéressement, limiter les emplois de fonctionnaires et recourir à l'externalisation des services,...

- > **Dotation en patrimoine:** des établissements propriétaires de leurs murs et un capital placé sur les marchés financiers.
- > Des tarifs fixés en fonction de l'état de leurs finances et de leur renommée dans le strict respect de leur nouvelle "autonomie" et "responsabilité" budgétaire.

Ce que vous perdrez

La connaissance au service du citoyen de demain.

- > Former des citoyens et non seulement des employés-consommateurs. Une formation permettant une professionnalisation sur le long terme et une adaptabilité à l'évolution de la société.
- > Une recherche non cantonnée aux seuls intérêts économiques.

Une égalité d'accès à l'Enseignement Supérieur Public

- > Des droits d'inscription modérés et des bourses sur critères sociaux Actuellement, à l'Université Lille 1: 40% des bacheliers entrant en première année de Licence sont boursiers.
- > Une entrée dans les Universités Françaises Publiques de droit pour tout Bachelier. le Bac, premier grade de l'enseignement supérieur!

Une qualité de service garantie sur l'ensemble du territoire

- > Une carte universitaire (85 Universités) devant garantir une diversité en terme de formation et de recherche sur l'ensemble du territoire.
- > Un accès qui ne dépend pas de la seule capacité de mobilité des étudiants conditionnée par leur capacité de financement!
- > Un tissu étendu de recherche nécessaire aux PME pour leur activité de Recherche et Développement.

Ce dont vous hériterez toujours!

- > Un financement insuffisant des universités au regard
- → de l'évolution de leurs charges (effectifs étudiants, entretiens des locaux, chauffage, etc...)
- → de l'importance des enjeux européens en matière de recherche et de formation.

<u>A titre d'exemple</u>, l'état français dépense en moyenne 7 800 euros par étudiant à l'université (hors IUT) contre près de 13 000 euros pour un élève de Classe Préparatoire aux Grandes Ecoles.

> Une fausse bonne idée :

Pour éviter d'investir sur fonds publics les sommes nécessaires pour mettre les Universités au standard international, les états pensent faire appel à des sources nouvelles, qui rendront l'équilibre financier des universités tributaire de la conjoncture économique internationale indépendamment de leur "performance scientifique"!

Ainsi:

Oxford (GB): 10ème dans le palmarès de Shanghai des universités a perdu 100 millions de livres sur les marchés financiers.

Yale (USA) classée 11ème, est contrainte en 2009, en raison de placements désastreux, de se séparer d'au moins 15% de ses personnels contractuels.... (liste non exhaustive!)

Les Services Publics plus nécessaires que jamais!

- > Comme "bouclier social" : Les économistes les plus libéraux concèdent que les services publics en France sont un "amortisseur" des effets de la crise économique et financière.
- > Une politique de solidarité nationale financée par les revenus de l'impôt! Et non des services payés par les "usagers" et dont la qualité serait fonction de la somme que chacun peut investir!

REFORMES dans les UNIVERSITÉS, en EUROPE: Cherchez les points communs

Chacun des trente **États** membres de l'**OCDE**¹ reçoit tous les ans *sa feuille de route*, où sont mis en avant les domaines dans lesquels les "réformes" sont insuffisantes. Petit extrait de celles concernant l'enseignement supérieur. (Source : http://www.oecd.org/home/0,3305,fr 2649 201185 1 1 1 1 1,00.html ²)

Ce que l'on observe par pays	Ce que l'OCDE recommande
France: attribution des budgets d'Etat sur indicateurs de performance définis par le ministère, élargissement des possibilités de financement externe : fondations Projet de loi (janvier 2009, par l'UMP) : prêts étudiants remboursables selon leur revenu ultérieur.	de nouvelles mesures sont nécessaires pour favoriser le financement privé des universités, notamment en ayant davantage recours aux droits de scolarité, cette mesure se doublant de prêts étudiants remboursables en fonction du revenu ultérieur.
Allemagne: dans plusieurs Länder, Les universités peuvent maintenant sélectionner les étudiants, percevoir des frais de scolarité (flexibilité dans la gestion des ressources)	donner aux universités dans les <i>Länder</i> , qui n'ont pas encore pris de mesures en ce sens, plus de flexibilité dans la sélection des étudiants.
Autriche: contrat de performance depuis 2007 entre universités et gouvernement : 20 % du budget de l'université sont attribués en fonction d'indicateurs liés aux résultats.	autoriser les universités à sélectionner les étudiants et à fixer leurs propres frais de scolarité
Août 2008: loi autorisant les universités publiques à se transformer en fondations privées. 2009, une autre loi prévoit d'accroître la part des financements publics sur indicateurs de résultats	développer les investissements financiers privés dans l'enseignement supérieur en augmentant les frais de scolarité et l'apport de fonds privés, mettre en place des prêts étudiants remboursables en fonction du revenu ultérieur

Liste non exhaustive, les nouveaux entrants dans l'UE et les pays scandinaves bénéficient de recommandations analogues

¹ OCDE= Organisation de Coopération et de Développement Economiques

^{2 (}cliquer sur "naviguer par pays", puis, pour chaque pays, sur "Réformes économiques : Objectif croissance 2009 - Notes par pays")